

## Findings of the expert study group on claims management issues

Présentation par Marc Léger

### Introduction (slide 1)

1. Le Groupe d'experts informel sur la RCN ("Nuclear liability group") a été mis en place en avril 2011 par la Commission européenne. Six réunions ont été tenues d'avril 2011 à février 2013.

Comprenant différentes « parties prenantes » de ce secteur en Europe (exploitants, assureurs, etc.), le groupe a eu pour objet d'examiner la situation des législations des Etats membres de l'Union européenne en matière de responsabilité civile nucléaire (RCN) et de faire des propositions à la Commission européenne pour une éventuelle action communautaire dans ce domaine.

A cette fin, trois sous-groupes ont été créés. J'ai été chargé de présider le groupe n° 1 consacré à la « gestion des réclamations » ("Claims handling and related matters").

2. Je rappelle à cet égard qu'aucune des conventions internationales dans le domaine de la RCN (Paris, Bruxelles, Vienne, CRC) ne traite de cette question, laissée implicitement à la discrétion de chaque Etat partie.

### Slide 2

A titre liminaire, il convient de noter que les recommandations du groupe de travail, d'une part, sont indépendantes du régime de RCN existant (ou non) dans les Etats membres de l'Union européenne et, d'autre part, qu'elles englobent l'ensemble du processus de gestion des réclamations, à savoir : l'enregistrement des réclamations (claims registration), leur gestion (claims handling) et leur règlement (claims settlement).

A noter également que ces recommandations ont été présentées sans préjudice de leur examen au regard des compétences communautaires dans le domaine de la RCN et que leur mise en place éventuelle devrait tenir compte des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

### Slide 3

La 1<sup>ère</sup> recommandation s'adresse aux Etats membres ayant des installations nucléaires et propose que ces Etats s'assurent que les entités octroyant des garanties financières créent et maintiennent un système de gestion des réclamations.

### Slide 4

La 2<sup>ème</sup> recommandation vise à établir un « guichet unique » (« one stop shop ») dans l'Etat de l'accident nucléaire afin de permettre l'enregistrement de l'ensemble des réclamations et plus généralement d'apporter l'aide nécessaire aux victimes dans leur démarche (quels que soient leur nationalité et leur lieu de résidence). Il est proposé qu'un formulaire uniforme soit accessible dans toutes les langues de l'Union européenne. En fonction de l'organisation retenue, ce guichet unique pourra être une seule entité ou plusieurs entités. Ce guichet pourra ne pas être permanent mais seulement temporaire.

### **Slide 5**

La 3<sup>ème</sup> recommandation invite à l'adoption de « lignes directrices » (« guidelines ») par la Commission européenne concernant la communication à destination de l'ensemble des victimes d'un accident nucléaire (quels que soient leur nationalité et leur lieu de résidence) afin de les informer des modalités de gestion des réclamations.

### **Slide 6**

La 4<sup>ème</sup> recommandation vise à établir un « bureau unique » (« one single desk ») au niveau national dans l'Etat de l'accident nucléaire afin de permettre la coordination entre les différentes parties prenantes (les autorités nationales, les assureurs, l'exploitant responsable) évitant ainsi aux victimes de mener des procédures séparées en fonction de l'origine des fonds. Ce bureau aurait vocation à centraliser les demandes et les indemnisations et à suivre l'utilisation et donc la disponibilité des fonds. Il pourra ne pas être permanent mais seulement temporaire. Il pourra être la même entité que le guichet unique prévue par la recommandation n° 1, en fonction de l'organisation administrative de chaque Etat.

### **Slide 7**

Par la 5<sup>ème</sup> recommandation, il est proposé que les Etats membres vérifient les capacités techniques des assureurs (et de toute autre entité ayant accordé une garantie financière) en termes de compétences et de ressources pour la gestion des réclamations. A noter que cette vérification n'inclut pas les capacités financières.

### **Slide 8**

La 6<sup>ème</sup> recommandation invite à l'adoption de « lignes directrices » (« guidelines ») par la Commission européenne concernant l'indemnisation anticipée des dommages, peu important l'aide d'urgence qui pourrait être octroyée par ailleurs par les Etats membres et/ou les exploitants.

### **Slide 9**

Enfin, 7<sup>ème</sup> recommandation, il est proposé que les Etats membres clarifient la manière dont les coûts de gestion des réclamations sont pris en charge financièrement. A cette fin, il est recommandé que les Etats :

- demandent aux assureurs (et à toute entité chargée d'apporter une garantie financière) de préciser le montant des coûts de gestion des réclamations et qui supporte ces coûts ;
- vérifient que les montants de responsabilité sont bien réservés à l'indemnisation des dommages.